



## **PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL RÉGIONAL D'EMMAÛS EUROPE**

**4 février 2021**

**RÉUNION PAR VISIOCONFÉRENCE**



PRÉSENTS	MEMBRE DU CONSEIL RÉGIONAL		
	Carina AALTONEN, Présidente d'Emmaüs Europe, Finlande. Jean-Philippe LEGAUT, Trésorier d'Emmaüs Europe, Roumanie.		
	DÉLÉGUÉ(E)S NATIONAUX		NOMBRE DE VOTANTS
	Serena LEMMENS, Allemagne Julio DE LA GRANJA, Belgique Sabina ARNAUT JAHIC, Bosnie-Herzégovine Jose Maria GARCIA BRESO, Espagne Anu LAHDE, Finlande Annick BERTHIER, France	Virginia TALLONE, Italie Jos VAN DER MEER, Pays-Bas Gélu NICHITEL, Roumanie Tony FERRIER, Royaume-Uni Charlotte WESTER, Suède Jérémy UDRY, Suisse	12 VOTANTS
	CONSEILLERS D'EMMAÜS INTERNATIONAL - RÉGION EUROPE		NOMBRE DE VOTANTS
	Mikel AZKONA, Espagne Christian CALMEJANE, France Rosa GIL ELORDUY, Espagne Simon GRAINGE, Royaume-Uni Martha HANNUS, Finlande	Michael « Spike » HUDSON, Royaume-Uni Aurore QUEREL, Secrétaire d'Emmaüs Europe, France Eduardo SANCHEZ, Espagne Amanda STECKLY, Royaume-Uni Maria Luisa TESTORI, Italie Leila THOURET, Roumanie	11 VOTANTS
	MEMBRE DE DROIT		
	Patrick ATOHOUN, Président d'Emmaüs International		
	PARTICIPANTS INVITÉS SANS DROIT DE VOTE	SECRETARIAT D'EMMAÜS EUROPE	
	Nathalie PERE MARZANO, Déléguée Générale EI Hélène PERROT, Secrétariat d'Emmaüs International Thomas BODELET, Secrétariat d'Emmaüs International	Véronica ACEVEDO CARO, Assistante Administration-Finances Marie TIXIER, Responsable Evenementiel Théo ROBIN, Responsable Solidarités Eve POULTEAU, Déléguée Générale EE	
EXCUSÉS	Grzegorz HAJDUK, DN de la Pologne Grigory SEMENCHUK, DN de l'Ukraine		

## PRÉAMBULE

La matinée du 4 février a été consacrée à une formation des nouveaux CEI et DN à laquelle presque tous les membres du CREE ont pu assister. Cette formation portait sur le fonctionnement des instances législatives européennes et sur nos partenariats à l'échelle européenne ainsi que les actualités des thèmes que nous suivons (stratégie textile européenne, Pacte migration asile). Cette réunion a été enregistrée n'hésitez pas à demander le fichier au secrétariat.

Un appel a été lancé lors de cette formation pour que des membres du CREE suivent Christian Calmejane rejoint ainsi Rosa Gil Elorduy sur le dossier Migration pour suivre les rencontres avec Migreurop qui sont en français.

Spike Hudson pourra suivre les dossiers EAPN avec Carina Aaltonen et est aussi volontaire pour suivre le partenariat avec RREUSE qui se déroule en anglais la plupart du temps.

Nous cherchons encore des membres du CREE ou des groupes membres qui pourraient suivre pour EE les groupes de travail de RREUSE sur le textile et celui sur les DEEE (réunions en visio 1 fois par mois nécessitant de parler anglais et d'avoir un savoir technique sur ces questions merci de contacter Eve si vous avez des candidat.e.s ou si vous l'êtes vous-même)

## Introduction

Carina AALTONEN souhaite la bienvenue à l'ensemble des membres du Conseil Régional et accueille les représentants d'Emmaüs International, Patrick ATOHOUN, Président, et Nathalie PERE MARZANO, Déléguée Générale.

Et souhaite la bienvenue aux nouveaux :

- Tony FERRIER, nouveau délégué national pour le Royaume-Uni
- Michael « Spike » HUDSON, nouveau conseiller d'Emmaüs International

Carina souhaite excuser Grzegorz HAJDUK, Délégué national de la Pologne, absent pour motif de santé. Elle souhaiterait qu'un encouragement pour qu'il se rétablisse lui soit fait durant la réunion par une capture d'écran. Ce qui est fait !

-----

Carina fait un point sur la pandémie actuelle qui met en difficultés les groupes Emmaüs et augmente les inégalités. Les gouvernements préfèrent mettre en avant les grandes entreprises au détriment des vies humaines. Le nombre de contaminés augmente considérablement mais les hôpitaux peinent à suivre les admissions en réanimations.

Un grand merci aux interprètes qui rendent tout ça possible et merci à l'équipe qui permet de garder la dynamique européenne vivante.

POINT A L'ORDRE DU JOUR	ÉCHANGES   DÉBATS	CONCLUSIONS   DÉCISIONS
1. QUESTIONS ADMINISTRATIVES	<p><b><u>Approbation du Procès-verbal du Conseil Régional de novembre 2020.</u></b> Aucun ajout, aucune remarque, aucune opposition n'est faite à la proposition du Procès-verbal du Conseil Régional du 12 novembre 2020 par visioconférence.</p>	<p>Le Procès-verbal du Conseil Régional de Novembre 2020 est approuvé à l'<b>unanimité</b> par le Conseil Régional</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ <u>Pour</u> : 22 voix</li> <li>✗ <u>Contre</u> : 0 voix</li> <li>● <u>Abstention</u> : 0 voix</li> </ul>
2. REMPLACEMENT PAUL DAROUECHE	<p>N'étant plus compagnon du groupe Emmaüs de Satu Mare Paul DAROUECHE a démissionné de son mandat de CEI. Maryse FAURE se porte candidate pour le remplacer. Elle était candidate au mandat de CEI lors de l'Assemblée régionale 2019 et peut donc être candidate conformément à nos statuts.</p>	<p>Est élue nouvelle Conseillère d'Emmaüs International :</p> <p>- <b>Maryse FAURE : 19 voix</b></p>
3. BUDGET 2021	<p><b><u>Présentation du budget 2021</u></b> En attente du résultat définitif de 2020, Jean-Philippe LEGAUT, Trésorier d'Emmaüs Europe présente l'armature du budget 2021 équilibré et prudent à cause des cotisations qui peuvent diminuer en 2021 si les groupes ont connu une baisse de revenus en 2020 à cause de la pandémie. Les dépenses prévoient une reprise partielle des rencontres en présentiel à l'automne seulement et tout de même quelques déplacements pour le suivi des roupes en probation que nous espérons pouvoir réaliser.</p> <p>Il annonce qu'une ligne « Communication interne/externe » est créé dans la section « vie du mouvement » car cela fait partie de nos orientations et que cela est plus pertinent dans cette rubrique que dans l'administration générale où les frais de communication étaient inscrits avant.</p> <p>Nous projetons de ne demander que 25 000 Euros à EI par solidarité avec les autres Régions.</p> <p>Nous avons rationalisé certains contrats pour limiter les coûts administratifs et cela nous permet aussi de réduire notre budget 2021.</p>	<p>Le budget 2021 présenté est approuvé à l'<b>unanimité</b> par le Conseil Régional.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ <u>Pour</u> : 22 voix</li> <li>✗ <u>Contre</u> : 0 voix</li> <li>● <u>Abstention</u> : 0 voix</li> </ul>

#### 4. AFFILIATION | PROBATION

##### Présentation de la demande d'affiliation en tant que membres à part entière.

- **Emmaüs Preston**

Emmaüs Preston est situé au nord-ouest de l'Angleterre et a été créé le 2 octobre 1998. Le groupe est membre en probation d'Emmaüs International depuis avril 2014.

La communauté héberge et confie un travail enrichissant à 26 hommes et femmes, dont beaucoup ont été sans-abris.

Le groupe gère une entreprise sociale et toutes les personnes qui vivent dans la communauté cessent de percevoir les allocations chômage pour contribuer aux activités caritatives dans la mesure de leurs capacités.

##### Présentation de la demande d'entrée en probation.

- **Agame**

Association de loi 1901 créé en 2014 dans la Ville du Port sur l'île de la Réunion. Dans cette ville le taux de pauvreté des moins de 30 est de 64 % et plus de 46 % des 18-25 ans sont au chômage.

L'association est née d'une volonté de créer de l'insertion socio-professionnelle et d'aider des jeunes en échec scolaire, mais aussi de créer du lien social autour de l'informatique, elle obtient son premier conventionnement Atelier chantier d'insertion en 2016. L'objectif de l'ACI : réemployer des ordinateurs en prévention des déchets D3E (déchets d'équipements électriques et électroniques) afin d'agir en faveur de l'inclusion numérique en équipant et formant des personnes qui en sont éloignées. Le groupe travaille en collaboration avec les 2 autres groupes Emmaüs de l'île depuis quelques années déjà.

**Emmaüs Connect**, groupe français qui était en procédure d'adhésion simplifiée et qui travaille sur l'exclusion numérique a terminé la procédure sera donc membre affilié à EI après leur prochain CA.

##### **Fin d'activité des groupes :**

SOS famille de Neuilly en France  
Utrecht aux Pays Bas

Le Conseil Régional donne son avis favorable à la demande d'affiliation d'Emmaüs Preston :

✓ Pour : 22 voix

✗ Contre : 0 voix

• Abstention : 0 voix

Le Conseil Régional prend acte la décision d'entrée en probation du groupe Agame :

✓ Pour :22 voix

✗ Contre : 0 voix

• Abstention : 0 voix

## 5. SOLIDARITE

### **Info programme européen 2021**

Actuellement, 7 demandes pour un montant total de 65K€ ont été réceptionnées :

- FIS (Bosnie-Herzégovine)
- CNZD (Croatie)
- TOMS (Croatie)
- Emmaüs Géó (Géorgie)
- Brat Albert (Pologne)
- Fondation Emmaüs Iasi (Roumanie)
- Nasha Khata (Ukraine)

Il s'agirait d'un montant total des demandes de solidarités plus important que ces deux dernières années mais inférieur à ce que nous proposons il y a deux ans.


Les projets seront présentés en détail au bureau de mars, si des membres du bureau souhaitent relire ces dossiers avant pour poser des questions aux groupes c'est bien volontiers. Les projets seront ensuite examinés par le CREE le 27 avril.

### **Info EI :**

Aide alimentaire : pour début 2021 une enveloppe de 10 000 euros a été accordée à l'Europe pour soutenir des groupes qui font de l'aide alimentaire pendant cette crise. Un appel a été lancé via notre lettre d'info et 3 actions ont été soutenues celle du FIS, de Geo et d'Oselya.

EI souhaite faire un programme différent en 2021 mais toujours dans l'idée de crise avec 3 priorités : renforcer les actions des groupes face à la crise ou en développer de nouvelles pour la même raison, ce programme financera aussi des actions de plaidoyer : 600 000 euros de budget. Une session d'étude de dossiers chaque trimestre au lieu d'une fois l'an.

Une cartographie des groupes va être demandée par EI : nous pouvons choisir de la demander à l'ensemble des groupes ou seulement à ceux qui feront des demandes.

 Sujet abordé comme point d'échange.

## 6. DÉBATS SUR LES ENJEUX

### Comment aider plus tout en gardant son indépendance politique ?

Débat animé par Simon

Simon : Nous savons que nous devons aider davantage dans les années à venir car malheureusement la pauvreté risque d'augmenter. Du point de vue de votre groupe et dans le contexte de votre pays, comment pensez-vous que votre groupe pourrait aider davantage ? L'une des options choisies par de nombreux groupes pour pouvoir aider davantage est de recevoir des fonds publics ou de passer des contrats pour de l'insertion professionnelle ou d'autres missions de service public. Mais quelles sont les limites de ce type de contrats si l'on veut rester indépendant politiquement et donc respecter l'une des principales valeurs d'Emmaüs ? Avez-vous des principes communs à ce sujet dans votre pays ? Pensez-vous que nous devrions établir des règles communes au niveau européen d'Emmaüs ?

Au RU par exemple, plusieurs groupes ont des financements publics par exemple Preston reçoit des financements pour aller à la rencontre des SDF et cela s'est avéré très utile dans cette période mais qu'en pensez-vous chez vous ?

Christian : Dans notre communauté nous avons souhaité diversifier et étendre notre accueil en ouvrant un centre financé par l'Etat pour les personnes qui n'ont pas où dormir le soir et qui peuvent ainsi se mettre à l'abri pour la nuit. Cela s'appelle le 115 en France et nous accueillons chaque nuit 80 personnes ainsi et nous avons un accueil de jour. On a de plus créé en septembre un chantier d'insertion.

Mon impression c'est que depuis qu'on a fait ça l'Etat nous reconnaît beaucoup plus et notamment dans notre capacité à travailler avec des personnes de cultures et de langues différentes.

Avec les fondations il est important de regarder avec qui on travaille mais avec l'Etat il me semble que notre participation aux projets publics financés par l'Etat nous permet de faire bouger les politiques beaucoup plus que quand on travaille seulement dans notre communauté.

Et nous avons aussi une grande satisfaction d'accueillir autant de monde qui se côtoient et échangent.

Annick : En France quand une association passe un contrat avec l'Etat pour des salariés en insertion (prestation de service avec des tarifs connus de tous pour accompagner vers le travail des personnes qui étaient au chômage depuis longtemps).

 Sujet abordé comme point d'échange.

Pendant la crise Covid les collectivités territoriales ont aussi beaucoup aidé les groupes Emmaüs sans demander de contrepartie. Je vois plus de risque dans le fait de travailler avec des fondations ou des entreprises qui veulent se servir du nom d'Emmaüs. L'originalité d'Emmaüs c'est de remettre au travail des personnes pour qu'elles retrouvent leur dignité, l'insertion financée par l'Etat fait cela au même titre que le monde communautaire.

Maria Luisa : Dans les textes fondamentaux il ne faut dépendre que de ses propres forces et rester libre de tout pouvoir extérieur.

Quand on prend de l'argent de l'Etat il est difficile de dire « je ne suis pas d'accord avec votre politique ».

Elle cite Lucie Coutaz (en fait il s'agit de l'Abbé Pierre dans un discours en Italie).

« Il y a deux dangers à Emmaüs. Un danger c'est de vouloir perfectionner la forme de vie de la communauté, la méthode du travail ; perfectionner au-delà d'un certain degré, prendre des engagements pour des réalisations plus importantes, techniquement, que le travail ordinaire de chiffonnier. On voit fréquemment des communautés, dans le monde, qui essayent de pousser la communauté à faire plus, techniquement, plus que le travail de chiffonniers. Je ne connais pas d'exemple où ça n'a pas mal fini. Pourquoi mal fini ? Parce que, pour pouvoir faire ce travail supérieur, petit à petit, on est obligés d'exclure les moins habiles, les moins forts, les moins stables.

Et même, il y a des exemples, parce qu'on a pris l'engagement de faire un travail, on est obligés d'engager des travailleurs tout à fait normaux et on finit par devenir une entreprise quelconque.

C'est pas la peine. Ce n'est pas mal, c'est bien, mais ça n'est pas notre mission.

Notre mission c'est d'avoir la porte ouverte jusqu'à la limite de la maladie mentale où on ne pourrait pas, mais la porte ouverte pour que tous ceux qui sont malheureux dans la société, matériellement ou moralement, puissent venir, temporairement ou pour toute la vie.

Et souvent je dis aux nouveaux responsables et à des amis : « Attention il faut que tu réfléchisses que quand tu viens en communauté ; si tu avais l'habitude d'un business, d'une entreprise normale, il faut que tu prennes ta tête et que tu la tournes à l'envers. Parce que si tu travailles dans une entreprise, chez Fiat ou je sais pas qui, bien, quel est le problème ? C'est de dire je veux



produire ça, pour produire ça il me faut telle catégorie d'hommes, je fais des annonces, je recrute, l'homme va bien très bien, l'homme va pas très bien va-t'en. Quand tu viens à Emmaüs c'est exactement le contraire. Tu ouvres une porte, tu regardes qui entre et tu te dis : Qu'est-ce qu'on va faire ensemble avec celui-ci, celui-là comme il est ?

Et c'est le travail qui perpétuellement s'adapte à ceux qui viennent. C'est exactement le contraire d'une entreprise et il faut l'avoir bien compris. »

JP : En Roumanie l'Etat subvention l'embauche des handicapés ou jeunes en difficultés mais seulement pour les entreprises. Le groupe de Satu Mare a demandé à ce que ce soit possible aussi pour les associations et a gagné son procès. De même dans la crise du Covid l'Etat a soutenu les entreprises pour la relance mais pas les associations sous prétexte que notre activité économique a une vocation sociale, nous trouvons qu'il n'est pas juste que des milliards d'aide soient apportés à des entreprises et non à des activités de l'économie solidaire comme les notre.

Sabina :

En Bosnie Herzégovine il n'y a pratiquement aucune action sociale pour les plus vulnérables et nous agissons pour pallier cette absence nous sommes quasiment obligés de faire appel à des fonds publics et à des fondations. En effet l'activité économique des associations est taxée au même titre que celle des entreprises en Bosnie c'est donc quasi impossible d'être autonome grâce à une activité économique à vocation sociale et solidaire. Nous sommes aussi obligés d'avoir un contrat avec les autorités pour faire de l'accueil des personnes victimes de trautes, des demandeurs d'asile. Nous n'avons jamais été contraints à quoi que ce soit. C'est nous qui choisissons les personnes et les groupes cibles. Nous sommes très indépendants et pas politiquement contraints par ces contrats publics. De même notre partenariat avec les autres groupes

Jose Maria : C'est essentiel que les groupes aient une position politique claire et que nous réexaminons sans cesse notre cohérence. Ce débat aujourd'hui est donc très important et doit se poursuivre.

Nous devons aussi être précis sur les termes : il y a une différence entre subvention et prestation de service. Par ailleurs notre action doit aussi permettre d'influencer les politiques publiques.

A Pampelune nous avons reçu des subventions de la Région pour la construction de nos locaux. Au cours de notre développement nous avons exercé une pression politique pour que la vision d'Emmaüs et que nos activités soient intégrées dans les politiques publiques régionales sur la collecte et le tri des déchets.

Une de nos mobilisations politiques porte aussi sur les marchés publics afin qu'ils intègrent toujours un minimum d'organisations sociales et les entreprises d'insertions avec plus de 50% de personnes avec des difficultés sociales parmi leurs employés.

Je pense qu'il faut toujours revenir à nos valeurs de base :

La communauté, donc le partage

Le travail comme moyen de vivre, ce que nous avons-nous l'avons obtenu à la sueur de notre front (prestations notamment)

La lutte contre la pauvreté et la lutte politique

Les subventions que nous recevons ne doivent pas être pour nos besoins basiques mais pour permettre d'aider la communauté pour la solidarité

Simon : c'est un fait le monde a beaucoup évolué et il nous faut toujours réévaluer nos valeurs à l'aune de nos enjeux actuels.

Serena : en Allemagne les personnes accueillies sont souvent des chômeurs qui viennent travailler pour reconstruire leur vie normalement cela fait l'objet de convention de financement de 6 mois avec l'Etat mais elles sont prolongées en ce moment à cause de la pandémie. Nous avons aussi un financement public pour un centre de jour qui accueille les personnes à la rue ou en difficulté pour parler de politique et de démocratie. Mais en dehors de ces 2 financements les groupes allemands ne reçoivent pas de subvention.

Virginia : En Italie nous avons toujours défendu le fait que les communautés doivent survivre par leur propre travail. Le risque avec des partenariats publics est de ne plus pouvoir critiquer la politique menée (par la municipalité par exemple).

Il est aussi important de ne pas recevoir des financements de banques ou de fondations qui ont des liens avec des actions non démocratiques ou la vente d'armes par exemple.

Aurore : l'insertion avec des financements d'Etat a toute sa place au sein d'Emmaüs mais le modèle communautaire doit rester indépendant de ces financements pour pouvoir accueillir de façon inconditionnelle et notamment des personnes sans-papier.

	<p>Annick : En France il y a des groupes financés par des fonds publics (comités d'amis qui accueillent</p> <p>Christian : il n'y a pas d'incompatibilité entre les différentes façons de financer son activité.</p> <p>Jos : Aux pays Bas la plupart des groupes sont indépendants. Plusieurs groupes ont des marchés avec des collectivités pour la collecte des déchets et l'un des groupes a une subvention d'Etat si des compagnons sont employés et un autre en a pour l'accueil des enfants. Doit-on accepter plus de financements publics accordés à d'autres associations pour leur activité et est-ce que cela compromettrait l'indépendance à laquelle nous sommes particulièrement attachés ? C'est un débat que nous avons aussi chez nous.</p> <p>Simon : Merci à tous pour vos contributions :  Les subventions ont augmenté pendant cette crise sanitaire : cela va-t-il changer nos façons de faire ?  Quid des lieux où on ne peut pas avoir de communautés traditionnelles ?  Est-ce que le fait de nous impliquer auprès des autorités nous permet d'être pris plus au sérieux ?  Nous devons être clair sur ce que veut dire subvention.  On doit se montrer novateur dans les services que nous proposons mais aussi mettre des gardes fous dans nos partenariats pour ne pas mettre à mal nos valeurs : est ce que nous sommes d'accord avec les résultats attendus par les bailleurs par exemple ?</p> <p>Il y a eu des arguments très intéressants évoqués ici et nous devons poursuivre ce débat.</p>	
<p><b>7. Prochains rendez-vous</b></p>	<p>Il est proposé que les CREE en ligne se tiennent en général de 15h à 18h CET et selon le calendrier présenté au dernier CREE. Ok pour tout le monde.  Rappel le prochain aura lieu le 27 avril.</p> <p>La première visite du tour d'Europe qui recommence est prévue en Italie le 18 février.</p>	

	Info complémentaire de la part de Gelu. Ça bouge du coté de Bucarest où Elena avance sur la création d'un groupe Emmaüs dans la capitale avec on espère un jour une influence possible sur les politiques.	
--	--	--

Plus aucun point n'étant à l'ordre du jour, la Présidente lève la séance.

**Carina AALTONEN**  
Présidente d'Emmaüs Europe

**Aurore QUEREL**  
Secrétaire d'Emmaüs Europe